



Envoyé en préfecture le 24/07/2018
Reçu en préfecture le 24/07/2018
Affiché le
ID : 034-213400229-20180719-DLP2018_29-DE

AVENANT N°
AU CONTRAT CADRE N° D-436671-1
«PROXI VIGIE CANICULE ET GRAND FROID»

Entre :

La Poste, SA au capital de 3 800 000 000 €, immatriculée au R.C.S. de PARIS sous le numéro 356 000 000, ayant son siège social 9 Rue du Colonel Pierre Avia - 75015 PARIS

Représentée par Mme Claire PENAUD, en qualité de Directrice des Ventes Entreprises, Direction des Ventes Entreprises Golfe du Lion, Zone de Fret Eurogare, Aéroport de Montpellier - CS 50500 - 34137 MAUGUIO CEDEX

Ci-après dénommée "La Poste "

d'une part,

ET :

Le CCAS de la Ville de Baillargues, situé place du 14 juillet - 34670

Représente par **Jean-Luc MEISSONNIER**, en qualité de **Président**

Ci-après dénommé « La Collectivité »

d'autre part,

« La Poste » et « La Collectivité » seront dénommées ensemble « les Parties »

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Baillargues est l'une des trente et une communes composant le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

En mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a souscrit auprès de La Poste un Contrat Proxi Vigie Canicule et Grand Froid, dénommé par les Parties « Contrat Cadre » et référencé sous le N°D-436671-1.



Ce Contrat est composé de Conditions Générales et Spécifiques de Vente desdites prestations.

Ce Contrat Cadre a pour objet de définir les conditions dans lesquelles, à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, La Poste effectue les prestations Proxi Vigie Canicule et Grand Froid, au domicile de bénéficiaires.

A ce jour, la décision a été prise d'étendre le bénéfice dudit Contrat Cadre à l'ensemble des trente et une communes composant le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et donc, **à la Commune de Baillargues.**

C'est pourquoi, Les Parties se sont rencontrées aux fins de convenir des modifications à apporter aux Conditions Spécifiques de Vente du Contrat Proxi Vigie Canicule et Grand Froid.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent Avenant porte sur les modifications des articles 2, 5.2 des Conditions Spécifiques de Vente du Contrat Cadre N°D-436671-1 Proxi Vigie Canicule et Grand Froid, ainsi que par l'insertion de mentions spécifiques sur la notion de « *protection des données personnelles* ».

ARTICLE 2 - PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Les mentions ci-dessous modifient les dispositions de l'article 2 des Conditions Spécifiques de Vente du Contrat Proxi Vigie Canicule et Grand Froid.

Les Parties conviennent d'étendre ainsi le bénéfice du Contrat Cadre de Montpellier Méditerranée Métropole **à la Commune de Baillargues.**

ARTICLE 3 - CONDITIONS FINANCIERES

Par principe, l'article 5.2 des Conditions Spécifiques de Vente du Contrat Proxi Vigie Canicule et Grand Froid énonce que les tarifs de la prestation sont déterminés :

- Sur la base d'un forfait annuel
- Et d'un tarif unitaire pour chaque visite du facteur commandée

A ce jour, les Parties conviennent que le CCAS de la Commune de Baillargues, souhaitant pouvoir disposer de la prestation Proxi Vigie Canicule et Grand Froid, s'engage à régler à La Poste uniquement le montant de la visite commandée : soit, 2 € Hors Taxe par visite du facteur.

Le règlement du forfait annuel reste à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.



ARTICLE 4 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de la prestation effectuée par La Poste pour le compte du CCAS de la Ville de Baillargues, celle-ci est responsable de traitement des données personnelles des bénéficiaires.

Le CCAS de la Ville de Baillargues s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation applicable en matière de protection des données, notamment elle s'engage à procéder à l'information des personnes concernées de la transmission de leurs données à caractère personnel à La Poste pour les besoins de l'exécution des présentes.

Il est convenu que la Poste aura la qualité de sous-traitant intervenant dans le cadre de la collecte des données personnelles des Bénéficiaires pour le compte du CCAS de la Ville de Baillargues.

En conséquence, La Poste s'engage à :

- ne procéder au traitement de données à caractère personnel que sur instruction écrite du CCAS de la Ville de Baillargues.

- ne conserver les données à caractère personnel traitées, sous une forme permettant l'identification des personnes, que le temps nécessaire à l'exécution des prestations et la gestion des réclamations du CCAS.

- aider le CCAS, sous réserve d'en être informé, dans toute la mesure du possible, afin de répondre à toute demande d'exercice de droits par les personnes concernées et/ou toute demande d'information des autorités de contrôle et de protection des données.

- informer le CCAS de toute demande qui lui serait adressée directement et plus généralement, de tout événement affectant significativement le traitement des données à caractère personnel.

Par ailleurs le CCAS, en sa qualité de responsable de traitement, donne une autorisation générale à La Poste lui permettant de recourir à d'autres sous-traitants dans le cadre de l'exécution de ses prestations. A ce titre, la Poste s'engage à mettre à la charge de son (ou ses) sous-traitant(s) les mêmes obligations que celles fixées au présent contrat pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données à caractère personnel.

Le cas échéant, la Poste fera son affaire de la bonne tenue de son registre des traitements de données à caractère personnel en veillant à y inscrire le(s) traitement(s) qu'elle met en œuvre pour le compte du CCAS.

- Sécurité et confidentialité des données à caractère personnel

La Poste prendra toute mesure nécessaire pour préserver l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des Données à caractère personnel.

La Poste s'engage notamment à mettre en place les mesures techniques et organisationnelles permettant d'assurer un niveau de sécurité et de confidentialité approprié au regard des risques identifiés par le CCAS.



La Poste s'engage en particulier à :

- mettre en œuvre les mesures nécessaires afin de protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé ;

- ne rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel traitées qu'aux seuls personnels dûment habilités en raison de leurs fonctions et qualité, dans la limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions ;

- notifier au CCAS, sous 48 heures à partir du moment où elle en a connaissance, toute violation de données à caractère personnel.

Dans ce contexte la Poste communiquera au CCAS tous les éléments dont elle dispose concernant les conditions entourant cette violation de données à caractère personnel et notamment la nature et l'étendue des données à caractère personnel impactées, le nombre de personnes concernées, les conséquences probables et les conditions techniques dans lesquelles la violation a eu lieu.

Au terme des présentes et sauf obligation légale de conservation ou réglementaire, La Poste s'engage à détruire ou à supprimer l'ensemble des données à caractère personnel traitées. Dans le cas d'une destruction des données à caractère personnel, celle-ci pourra, à la demande du CCAS, être attestée par un procès-verbal de destruction.

- Communication à des tiers

Les données à caractère personnel traitées en exécution des prestations ne pourront faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus dans le contrat ou de ceux prévus par une disposition légale et/ou réglementaire.

-Transferts de données à caractère personnel en dehors de l'Union européenne

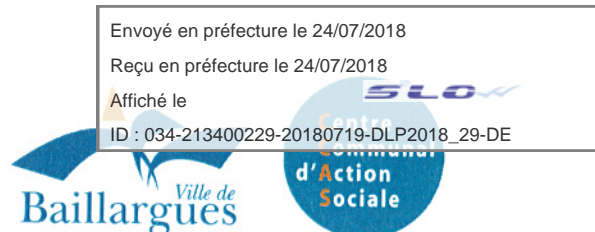
Les données personnelles sont hébergées en France.

La Poste a confié les opérations de maintenance des applications traitant ces données à un prestataire informatique reconnu européen dont certaines équipes sont situées au Maroc. Ce transfert de données est encadré par les BCR et les clauses contractuelles types établies par la Commission Européenne garantissant la protection des données à caractère personnel.

La Poste a imposé à son prestataire les mêmes obligations que celles fixées ci-dessus, pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données à caractère personnel.

ARTICLE 5 - IDENTIFICATION DE L'INTERLOCUTEUR DE LA POSTE EN CHARGE DE LA PRESTATION:

L'interlocuteur chargé du suivi de la mise en œuvre du Contrat Cadre n° D-436671-1 pour le CCAS de la ville de Baillargues est : **M. Eric CHAUTARD**, Responsable Grands Comptes



Envoyé en préfecture le 24/07/2018

Reçu en préfecture le 24/07/2018

Affiché le

ID : 034-213400229-20180719-DLP2018_29-DE

Collectivités LA POSTE SOLUTIONS BUSINESS (Tél.: 04 99 54 21 20 _ Mobile : 06 73 98 42 54 / eric.chautard@laposte.fr).

ARTICLE 6 - DUREE

Le présent avenant prend effet à compter du 19/07/2018

ARTICLE 7 - APPLICATION

L'ensemble des autres dispositions du Contrat Proxi Vigie Canicule et Grand Froid s'appliquent pour tout ce qui n'est pas contraire aux clauses indiquées dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas d'incompatibilité.

Les autres clauses du Contrat Proxi Vigie Canicule et Grand Froid demeurent inchangées.

Fait à Baillargues, le 19/07/2018

En deux exemplaires originaux

Pour La Poste,

Claire PENAUD

Directrice des Ventes Entreprises

Pour le CCAS de la Ville de Baillargues,

Jean-Luc MEISSONNIER

Président

